

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BOGOTÁ

N° 12 – 24 mars 2022.

En bref

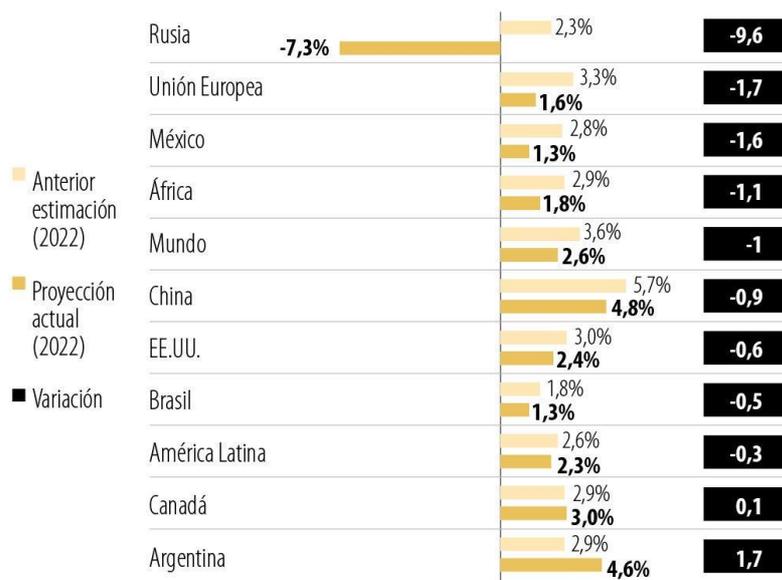
En raison de la guerre russo-ukrainienne, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a récemment revu à la baisse ses prévisions de croissance économique pour l'Amérique latine en 2022, passant de l'estimation de 2,6 % faite il y a six mois à 2,3 % cette semaine. L'ONU a également baissé d'un point de pourcentage ses prévisions pour l'économie mondiale, les ramenant de 3,6 % à 2,6 %. L'agence a annoncé que la forte hausse des prix du carburant, de l'énergie et des denrées alimentaires dans le monde affecterait principalement les économies les plus pauvres, même si dans le cas de l'Amérique du Sud, certains pays exportateurs de produits de base pourraient en bénéficier, à l'image de l'Argentine, qui a vu ses prévisions de croissance pour cette année fortement revues à la hausse par l'ONU, de 2,9 % il y a six mois à 4,6 % cette semaine.

LE CHIFFRE À RETENIR

2,3 %.

C'est la nouvelle prévision de croissance pour l'Amérique latine en 2022, revue à la baisse par l'ONU des suites de la guerre en Ukraine.

PROYECCIONES DE CRECIMIENTO ECONÓMICO DE LA ONU PARA 2022



Fuente: ONU
Gráfico: LR-GR



BOLIVIE

La réouverture de la frontière terrestre avec le Pérou permettrait un rebond de 400 MUSD du commerce extérieur.

Selon la Chambre nationale du commerce (CNC), le commerce extérieur bolivien bénéficierait d'un rebond de 400 MUSD du fait de la récente réouverture de la frontière terrestre avec le Pérou, fermée depuis fin 2021. Cette réouverture facilite le commerce avec la ville péruvienne frontalière de Desaguadero (région de Puno) ainsi que l'accès au port péruvien d'Ilo (région de Moquegua), important pour les importations boliviennes.

La Banque centrale affirme que le système financier est stable et résiste aux chocs.

Edwin Rojas, Président de la Banque centrale de Bolivie (BCB) a présenté le rapport de stabilité financière de l'institution, dans lequel il souligne que le système financier est stable et résistant aux scénarios de chocs externes et internes. Il a notamment indiqué que les réserves de liquidité du système en 2021 ont été en moyenne de 1,7 Md USD, un chiffre supérieur aux moyennes de 2020 (1,4 Md USD) et 2019 (942 MUSD). D'autre part, le portefeuille de crédits a augmenté de 4 % et celui des dépôts de 6,3 %. Les bénéfices des entités financières ont atteint 224 MUSD (contre 84,5 MUSD en 2020) et le taux de crédits non-performants s'est maintenu à 1,56 %.

COLOMBIE

La Colombie va exporter 40.000 barils de pétrole supplémentaires vers les Etats-Unis.

Après la proposition du Président Ivan Duque faite la semaine dernière de contribuer davantage aux approvisionnements de pétrole des Etats-Unis, le Ministre des mines et de l'énergie colombien, M. Diego Mesa, a annoncé mardi que la Colombie commencera à exporter 40.000 barils de pétrole supplémentaires par jour pour se substituer à une partie des importations russes, qui s'élevaient à 200.000 bpj. En outre, le ministre a pu rencontrer la Secrétaire américaine de l'énergie, Jennifer Granholm, à qui il a confié que la production colombienne de pétrole brut pourrait être augmentée de 80.000 bpj en 12 mois, dont 50 % seraient vendus exclusivement aux Etats-Unis.

Un mois après le début de la guerre en Ukraine, le bilan est doux-amer pour la Colombie.

Alors que le prix du baril de pétrole brut Brent, référence pour la Colombie, était de 90,87 USD en moyenne sur le mois de février, il a atteint 121,43 USD mercredi 23 mars, un mois après le début de l'agression russe en Ukraine. Plus généralement, la Colombie a bénéficié de l'augmentation du prix des matières premières, puisqu'il en va de même pour les prix du nickel et du charbon, ce dernier étant passé de 173,4 USD la tonne en décembre, à plus de 200 USD désormais. Les conséquences directes de la guerre ont ainsi été une augmentation des recettes en devises, et une augmentation des recettes de l'impôt sur le revenu et des dividendes pour la nation. Si cette hausse du



pétrole se maintient, elle pourrait contribuer à réduire sensiblement le déficit de la balance courante, qui était de 5,7 % du PIB en 2021 et dont le financement devient chaque année plus difficile. Sur le plan financier, la monnaie locale s'est renforcée, favorisée par la perception de meilleures attentes dans le secteur pétrolier et le resserrement de la politique monétaire de la Banque centrale. Ainsi, sur ce mois de guerre, la Bourse colombienne s'est appréciée de 5,3 % et le peso colombien (COP) s'est apprécié de 4,47 %. Néanmoins, la Colombie souffre de l'augmentation mondiale du coût du fret maritime pour les vraquiers, qui sont payés par jour et se situent actuellement entre 27.000 et 35.000 USD. D'autre part, le prix de l'urée, un engrais couramment utilisé, se situe à présent aux alentours de 317 USD la tonne en mars. Les producteurs agricoles sont donc les premiers menacés par le conflit et pourraient être exclus du marché en cas de pénurie d'engrais. La réduction de la production agricole pourrait avoir un impact inflationniste marqué sur le second semestre de 2022.

Des allégations de fraude entachent les élections législatives.

Au cours des dernières décennies, les élections en Colombie n'ont pas connu de controverse majeure en termes de transparence et de légitimité du processus de vote. Cependant, alors que cette année, la principale force politique des élections présidentielles et législatives est à gauche, représentée par Gustavo Petro et la coalition du Pacto Historico, des irrégularités survenues lors du vote du 13 mars sèment le doute sur la possibilité d'une tentative de fraude. Le premier bilan de ce vote, publié le jour même, a été entièrement révisé quelques jours plus tard, quand plusieurs organisations électorales et civiles ont signalé

que 20.000 bureaux de vote n'avaient pas enregistré un seul vote en faveur du Pacto Historico. Après un recomptage, il s'est avéré que cette coalition de gauche avait en fait obtenu 400.000 voix de plus que les 2,3 millions qui avaient été annoncés lors du premier comptage, conférant ainsi à la coalition, dirigée par Gustavo Petro, 3 sénateurs de plus que les 16 annoncés. En conséquence, les partisans de Gustavo Petro considèrent les irrégularités électorales comme une tentative de fraude et la preuve que l'establishment colombien n'est pas disposé à accepter son accession au pouvoir. A l'inverse, les opposants à Petro l'accusent de nuire à la transparence du processus démocratique en refusant un nouveau recomptage des votes et en s'absentant des débats politiques comme signe de contestation. Finalement, Alexander Vega, Directeur national de l'Etat civil et seule personne pouvant légalement prendre cette décision, a annoncé mercredi 23 mars qu'un nouveau recomptage des votes serait impossible, malgré la demande faite par le Président Ivan Duque ainsi que l'ex-Président de droite Alvaro Uribe. La demande du président de recompter les votes, adressée à un organe supposé indépendant, remet en question la confiance envers les jurés électoraux à deux mois du premier tour des élections présidentielles.

ÉQUATEUR

Les chiffres de l'emploi restent relativement stables.

Au mois de février, le taux de chômage a diminué de 1,1 point de pourcentage en glissement annuel, atteignant 4,3 % de la population active. En revanche, l'emploi informel est passé de 62,2



% de la population active à 63,8 %. Le taux d'emploi de la population active reste quant à lui relativement stable, passant de 31,3 % en février 2021 à 31,7 % en février 2022. Ces chiffres sont publiés alors que le gouvernement mène un dialogue avec les syndicats et l'Assemblée nationale dans le but de faire passer une réforme du code du travail qui permettrait de flexibiliser les conditions d'embauche.

Les exportateurs de bananes et de crevettes sont les plus touchés par le conflit russo-ukrainien.

Selon l'Association des exportateurs équatoriens, les ventes de bananes et de crevettes vers la Russie et l'Ukraine représentent respectivement 25 % et 6 % du total des exportations de ces produits. Les premiers chiffres font état d'un manque à gagner de 18 MUSD pour les producteurs de bananes et de 10 MUSD pour les producteurs de crevettes depuis le début du conflit. Les difficultés de ces secteurs sont exacerbées par la pénurie d'intrants agricoles (l'Équateur importe près de 40 % d'intrants agricoles depuis la Russie et l'Ukraine) et par l'augmentation des coûts de transport.

PÉROU

Standard & Poor's dégrade la note souveraine du Pérou.

L'agence de notation a révisé à la baisse la note souveraine du Pérou en monnaie étrangère à long terme, de BBB+ à BBB avec une perspective stable, à deux échelons de la catégorie spéculative. Cette décision intervient quelques jours à peine après la dégradation par S&P de la note de crédit de l'entreprise pétrolière publique

Petroperú, qui a pour sa part perdu son « investment grade » et se trouve désormais dans la catégorie spéculative. L'agence estime que le blocage politique, en référence aux problèmes de gouvernabilité et d'instabilité que rencontre le Pérou, mine la confiance des investisseurs et limite les perspectives de croissance. Elle pointe aussi les récents retraits de fonds de pension AFP (autorisés durant la crise sanitaire) comme un élément de fragilisation des systèmes de retraite. En revanche, S&P juge que la dette publique nette (en dessous de 30 % du PIB), la flexibilité de la politique monétaire et la position externe favorable permettent au pays de conserver une perspective stable. L'agence avertit néanmoins que la note souveraine pourrait baisser dans les prochaines années si le déficit budgétaire ou la dette publique devaient augmenter en raison d'une moindre croissance économique. Elle pourrait toutefois s'améliorer si la bonne gestion de l'économie se maintient et que l'exécutif donne des signaux positifs aux investisseurs privés. A noter que S&P a également dégradé la note de crédit de 5 banques privées (BCP, BBVA, Scotiabank, Interbank et Mibanco) et de deux institutions financières publiques (Cofide et Fondo Mivivienda), dans la mesure où l'État péruvien a désormais moins de marge de manœuvre pour appuyer le secteur financier. Depuis septembre 2021, les 3 grandes agences de notation ont chacune dégradé la note souveraine du Pérou tout en maintenant à ce stade son « investment grade ».

Le PDG de Petroperú, Hugo Chávez, démissionne.

Hugo Chávez a été contraint de démissionner de la présidence et du directoire de la compagnie pétrolière publique, à la suite de controverses autour de la gestion de l'entreprise, qui a échoué à faire auditer ses états financiers, provoquant la



chute de sa note de crédit par S&P en catégorie spéculative. Malgré le soutien du Ministère de l'énergie et des mines (Minem), qui détient 60 % des actions, le désaccord sur la gestion de l'entreprise publiquement affiché par le Ministère de l'économie et des finances (MEF), qui détient les 40 % restant, a finalement poussé M. Chávez à la démission. Outre le scandale des audits, le Ministère public a ouvert une enquête contre l'intéressé au sujet d'un contrat d'achat de 280.000 barils de biodiesel pour 74 MUSD octroyé à la société Heaven Petroleum, suite à une réunion privée entre M. Chávez, le Président Pedro Castillo et Samir Abudayeh, patron de cette société et présumé proche du Président.

VENEZUELA

La demande spéculative d'obligations vénézuéliennes augmente après le rapprochement avec les États-Unis.

Il y a quelques semaines, les obligations du Venezuela, un pays en défaut de paiement depuis des années, s'échangeaient à seulement 0,06 USD par obligation. Cependant, avec la venue de fonctionnaires de la Maison Blanche à Caracas début mars, couplée aux discussions que le Président Nicolas Maduro avait enclenchées en février avec les détenteurs de Bons du Trésor vénézuélien, le prix des obligations est remonté à 0,1 USD. Les traders anticipent que la levée de certaines sanctions contre le pétrole vénézuélien pourraient également conduire à un assouplissement des restrictions d'investissement dans les obligations publiques, étant donné qu'actuellement, les investisseurs américains n'ont pas le droit d'acheter de la dette vénézuélienne, ce qui empêche le

Président Maduro de conclure un accord de restructuration de dette avec ses créanciers. Les investisseurs européens, qui ne sont pas soumis aux mêmes sanctions, ont été parmi les acheteurs les plus agressifs de ces obligations en février et mars, selon l'agence Bloomberg.

L'impôt sur les grandes transactions financières pourrait générer une augmentation de 12 % des prix pour certains secteurs industriels.

Selon le Président de Conindustria, la confédération des industries vénézuéliennes, il existe de moins en moins de différends entre les représentants industriels et le gouvernement dans les discussions concernant la mise en place de l'impôt sur les grandes transactions financières (IGTF). Cependant, certains secteurs, dits radicaux, continuent de s'y opposer, du fait que selon les estimations des industriels, la réforme de l'IGTF pourrait conduire à une augmentation de 10 à 12 % des prix dans plusieurs secteurs. En outre, le problème des fréquentes coupures de courant, surtout dans l'ouest du pays, inquiète les entreprises quant à leur impact sur la production. La concurrence déloyale des produits importés, exemptés de droits de douanes, est une autre pierre d'achoppement sur laquelle butent les discussions, qui ont pour thème principal la reprise de l'activité économique des industries. Pour l'heure, l'industrie vénézuélienne ne fonctionne qu'à 27 % de sa capacité potentielle.

Des projets d'industrialisation minière sont en cours d'évaluation à Táchira.

Dans le cadre du projet régional d'exploitation artisanale de phosphorite et de charbon, le gouverneur de l'État de Táchira et le conseiller



d'affaires de l'ambassade de Turquie au Venezuela ont effectué les premières inspections de la mine de phosphate Monte Fresco, située dans la municipalité d'Ayacucho. Etaient également présents des membres de la société JHS, qui détient actuellement une concession dans la mine accordée par l'Etat vénézuélien. La première étape de l'évaluation consiste à estimer les éventuels investissements à réaliser pour exploiter au mieux le potentiel de la mine. Selon le gouverneur de Táchira, la Turquie possède une technologie avancée dans le traitement de la phosphorite et garantit ainsi un engrais de haute qualité pour le commerce national et international du pays. Il a également indiqué qu'une visite a été effectuée à la mine Gran Ubatara, située dans la municipalité de Lobatera, dont l'extension est estimée à 47 millions de tonnes de charbon, ce qui équivaut à 15 Mds USD. De même, la municipalité possède une réserve de phosphorite estimée à 30 millions de tonnes, ce qui équivaut à 5 Mds USD.

Les graphiques de la semaine

Bilan épidémiologique de la région au 24 mars 2022.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu une 1ère dose		Population ayant reçu un schéma de vaccination complet	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	900 260	75 355	21 483	1 798	1,3 M	11%	5,7 M	49%
Equateur	854 252	47 186	35 410	1 956	1,1 M	6%	13,7 M	77%
Colombie	6 082 226	117 381	139 508	2 692	7,3 M	14%	34,4 M	67%
Pérou	3 542 602	104 929	211 944	6 278	3 M	9%	25,3 M	76%
Venezuela	519 872	18 372	5 673	200	7,9 M	27%	14,3 M	50%
Am. du sud	55 822 919	n.d	1 284 678	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB			Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.	2022 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38,7	-7.7	5.5	4,0	-8,5	59,3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282,2	-8.2	5.1	3,8	-9,4	59,3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93,07	-7.5	2.5	3,5	-8,9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6,8	43.3	16.3	48,7	-5,6	36,9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188,4	-11.1	8.4	4,6	-9,4	21,9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2,8	-13.4	0.6	1,5	-13,9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27,9	n.a	-30	-10	-3,0	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45,3	382,7	-9.9	5.8	2,5	-11,4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211,4	1312,6	-4	3.6	1,5	-16,7	68,5	84	-5	124	-15
CHILI	19,4	245,4	-5.8	6.1	2,5	-8,7	14,6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128,9	1133,2	-8,2	5	4,0	-5,8	56,7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, octobre 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international